



L'EXODE RURAL, COROLLAIRE DE L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DANS LES ZONES RURALES A MADAGASCAR

¹RASILA Sambany, ²RANDRIALAHAMADY Solo Nirina, ⁴BELA Christian
Université de Toamasina, Madagascar

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20777737>

Résumé

Phénomène aggravant le problème de la pauvreté, l'exode rural est devenu un fléau préoccupant les pays en développement comme Madagascar. Selon la Banque Mondiale en 2019, environ 200 000 personnes quittent la campagne pour les villes, chaque année. Le présent manuscrit a comme objectif de déterminer les facteurs favorisant l'exode rural et leurs impacts socio-économiques pour Madagascar, afin de reformuler des perspectives d'amélioration du contexte malgache. Pour y parvenir, nous avons procédé, d'une part à la recherche documentaire effectuée aux différentes bibliothèques, ainsi que la sélection des résultats des autres analyses antérieures, et d'autre part, à des visites auprès des responsables au niveau des services concernés du sujet. En effet, nos résultats ont montré que : (i) l'exode rural, un phénomène expliqué par la pauvreté du monde rural à Madagascar ; (ii) la faiblesse du niveau de scolarisation des agriculteurs aggrave la défaillance publique-privée dans différents angles socio-économiques ; et la croissance démographique dans le monde rural influence négativement le niveau de la production agricole. En outre, nous avons pu arriver à conclure qu'il existe un paradoxe agricole malgache, qui peut être expliqué par : une terre cultivable étendue, mais à faible niveau de production. Face à ce fléau, nous avons avancé des pistes de recommandations comme : l'améliorer l'accès des producteurs au financement rural, l'augmenter le taux de pénétration des institutions de Microfinances et le développement des coopératives et les organisations paysannes.

Mots-clés : accroissement démographique, exode rural, pauvreté rurale, Madagascar

Abstract

Rural exodus, a phenomenon that exacerbates the problem of poverty, has become a scourge of concern in developing countries like Madagascar. According to the World Bank, by 2019, around 200,000 people will leave the countryside for the cities every year. The aim of this manuscript is to determine the factors driving rural exodus and their socio-economic impact on Madagascar, in order to reformulate prospects for improving the Malagasy context. To achieve this, we carried out documentary research in various

libraries, as well as a selection of the results of previous analyses, and visited the relevant departments. Our results showed that : (i) the rural exodus, a phenomenon explained by the poverty of the rural world in Madagascar ; (ii) the low level of schooling of farmers aggravates the public-private failure in various socio-economic angles ; and the demographic growth in the rural world negatively influences the level of agricultural production. In addition, we were able to conclude that there is a Malagasy agricultural paradox, which can be explained by : extensive arable land, but low levels of production. In the face of this scourge, we have put forward recommendations such as: improving producers' access to rural financing, increasing the penetration rate of microfinance institutions and developing cooperatives and farmers' organizations.

Keywords : population growth, rural exodus, rural poverty, Madagascar

1. Introduction

Un grand problème des plusieurs pays du monde, la migration informelle présente des enjeux sociaux et économiques. Ce phénomène emporte la plupart du temps avec elle des effets pervers, surtout peuvent aggraver la situation de la pauvreté. L'exode rural en fait partie. Selon les Nations Unies, en 2050, 75% de l'humanité vivra dans des villes. Madagascar où la majorité de la population vit dans au milieu rural et plus de 90% considéré comme pauvre est particulièrement concernée par ce phénomène depuis le début des années 2000.

L'exode rural s'explique par la dégradation des activités agricoles. L'exploitation des terres n'étant plus suffisante pour vivre et les jeunes malgaches préfèrent gagner les villes où ils trouvent facilement des emplois à la journée. Chaque année, ils seraient 200 000 à quitter la campagne pour les villes (Banque Mondiale, 2019).

L'objectif général de ce travail consiste à déterminer les facteurs favorisant l'exode rural et leurs impacts socio-économiques pour Madagascar, afin de reformuler des perspectives d'amélioration du contexte malgache.

2. Matériel et Méthode

2.1. Matériel de l'étude

2.1.1. Concept de l'exode rural

Le terme exode désigne l'émigration de tout un peuple ou un départ en masse d'une population (JULES, 2006) ; tandis que le terme rural désigne tout ce qui concerne les paysans et plus généralement toutes territoires et activités non urbaines, et souvent défini comme des lieux en dehors de la ville (REID, 2006). L'exode rural est donc une migration définitive des habitants des campagnes vers les villes. On parle alors d'émigration en masse de la population rurale. Autrement dit, il désigne le déplacement durable de la population quittant les zones rurales pour aller s'implanter dans des zones urbaines.

L'exode rural, appelé aussi migrations rurales (expression privilégiée par certains historiens et géographes), désigne le déplacement durable de populations quittant les zones rurales pour aller s'implanter dans des zones urbaines, où se situent les nouveaux emplois tertiaires et industriels (Emmanuel et al, 2008).

2.1.2. Contexte démographique de Madagascar

2.1.2.1. Une forte fécondité

Un taux de fécondité élevé constitue aussi une caractéristique spécifique aux populations des pays en développement. En effet, ce taux a été toujours nettement supérieur que celui des pays développés même s'il a diminué au cours du temps.

La population des pays en développement a toujours présenté une forte fécondité (surtout pour le cas de l'Afrique) mais ce taux tend à diminuer actuellement du fait que la plupart de ces pays amorce leur transition démographique. Néanmoins, cette forte fécondité fait que la plupart de ces pays connaissent une croissance démographique importante. A propos du cas de Madagascar, le niveau de fécondité a toujours été élevé dans le pays. En effet, les données collectées au cours de l'Enquête Démographique et de Santé Madagascar 2008-2009 (EDSM-IV) ont permis d'estimer la fécondité à 4,8 enfants en moyenne par femme.

Toutefois, en milieu urbain, le taux moyen de fécondité est de 2,9 enfants alors qu'en milieu rural il est de 5,2. De plus la fécondité à Madagascar demeure précoce puisque 32% des adolescentes de 15-19 ans ont déjà commencé leur vie reproductive et 26% d'entre elles ont déjà eu au moins un enfant. Cette fécondité précoce explique en partie la forte croissance démographique rencontrée dans l'île d'autant plus que la majorité de la population est jeune.

2.1.2.2. Une population urbaine de plus en plus nombreuse

Longtemps rural, le monde en développement est devenu urbain et ce dans un temps très court. En effet, plus de 3 milliards de personnes résident en ville, 2 milliards dans une ville du Sud (DUREAU, 2010). Le rythme de croissance des populations citadines du monde en développement est sensiblement plus élevé par rapport à celui des pays développés. Ce taux a en effet augmenté de près de 4% par an depuis 1950 jusqu'en 1980 (EDSM-IV).

En ce qui concerne le taux d'urbanisation à Madagascar, d'après le RGPH-93 il est de 23% et le rythme d'urbanisation au cours des dix-huit dernières années est de 5% par an. Les faits relatent ainsi que l'urbanisation rapide constitue un caractère commun à tous les pays en développement. Et cette urbanisation diffère de celle du Nord du fait qu'elle se joue dans un contexte historique particulier accompagné entre autres par l'intervention des gouvernements

sur les comportements démographiques, la contraction de l'espace-temps et la mondialisation de l'économie (DUREAU, 2010).

2.1.2.3. Contexte actuel de la démographie

Selon les résultats du dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-3) réalisé en 2018, la population résidente de Madagascar recensée en mai-juin 2018 est de 25 674 196 habitants. Elle est composée d'un peu plus de femmes (13 015 251) que d'hommes (12 658 945) et ce, quel que soit le milieu de résidence (urbain ou rural).

Quant au nombre moyen d'enfants par femme ou Indice Synthétique Fécondité, il a connu une baisse entre les trois RGPH (6,3 en 1975 ; 5,9 en 1993 et 4,3 en 2018). Cependant, il reste encore au-dessus de 5 enfants par femme. La grossesse précoce reste également un phénomène important étant donné que plus de 13% des adolescentes de 15 à 19 ans ont déjà procréé au cours des douze derniers mois précédant le recensement.

2.1.3. Principaux secteurs économiques

Madagascar est le premier exportateur de vanille au monde. L'agriculture, y compris la pêche et la sylviculture, représente 25,1% du PIB et emploie 64% de la population selon les données de la Banque mondiale (même si la majorité des habitants pratiquent une agriculture de subsistance). La culture principale est le riz, cultivé sur près de la moitié des terres agricoles. Le secteur agricole est limité par une faible productivité due à l'utilisation minimale des techniques agricoles modernes, au manque d'infrastructures et à une grande vulnérabilité aux fluctuations climatiques, mais bénéficie de nombreux investissements en cours visant à relever ces défis. La déforestation et l'érosion, aggravées par l'utilisation excessive de bois de chauffage, sont très préoccupantes.

Le secteur industriel contribue à 19,5% du PIB et emploie 9% de la population active (Banque mondiale). Elle est dominée par l'exploitation minière (pierres précieuses dont rubis, saphirs, émeraudes, etc.), le textile et l'agro-industrie. Les autres secteurs d'activité comprennent la fabrication de savon, la verrerie, le ciment, l'assemblage automobile, le papier et le pétrole.

Le secteur tertiaire contribue à 49,6% du PIB et emploie 27% de la population active. Le commerce a bien performé ces dernières années (avec une croissance d'environ 5% par an), ainsi que le tourisme, qui est l'un des principaux atouts du pays et dont le potentiel est encore inexploité. L'économie de Madagascar a souffert de la pandémie de COVID-19. Le tourisme, l'exploitation minière, la production de vanille et le textile ont été les secteurs les plus touchés.

2.2. Méthodologie

Dans cet article, la recherche documentaire s'est effectuée aux différents niveaux. D'abord, des recherches bibliographiques ont été menées auprès de diverses bibliothèques physiques et

numériques. Ensuite, la sélection des résultats des autres analyses antérieures concernant ce sujet a été l'objet d'une étude comparative. Sur ce, des articles scientifiques publiés dans des revues scientifiques ont été comme référence et bases théoriques. Ainsi, nous avons eu recours à la consultation des sites web via l'internet. Cela nous a aidés à répondre à diverses questions concernant le sujet traité, au niveau mondial, en Afrique et à Madagascar en particulier. En fin, des visites auprès des responsables au niveau de l'administration et des services concernés, tels que l'INSTAT et le bureau du PAM ont été fructueux.

Les données recueillies ont été traitées sous le Windows Word et Excel (version 2010) et analysées avec le logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences), version 20.

3. Résultats, discussion et perspectives

3.1. L'exode rural, un phénomène expliqué par la pauvreté du monde rural

A Madagascar, la majorité des ménages ruraux, soit 83% de la population, vivent dans l'insécurité. Les villes les plus insécurisées sont Mahajanga, Toliara et Fianarantsoa à cause du vol de bovidés. Ainsi, pour lutter contre la pauvreté, il faut réduire l'insécurité civile, car elle affecte sérieusement le revenu des ménages ruraux. Effectivement, d'après les études faites, le revenu des ménages accroîtrait de près de 40% s'ils sont en sécurité. La sécurité est ainsi la première condition de développement (BOCKEL, 2005).

Les problèmes d'infrastructures rurales sont des handicaps majeurs (...) qui entraînent une croissance importante des coûts de transport, ce qui amenuise la compétitivité des produits et augmente les marges commerciales des intermédiaires, (...) d'autant plus que les structures de commercialisation sont peu concurrentielles (BOCKEL, 2005). Ceci se traduit par l'existence d'un quasi-monopole d'un petit groupe d'opérateurs, une situation qui affaiblit le pouvoir de négociation des producteurs. ».

A Madagascar, les infrastructures sont insuffisantes, faute d'investissement publics. Les infrastructures routières sont peu nombreuses et sont en très mauvais états, au détriment des nombres de camions transporteurs de marchandises. On compte en tout environ 9 km de route goudronnée et 60 km de route en terre, 3000 vieux ponts datant de près de 80 ans et le nombre des rivières navigables sont vraiment limitée (BOCKEL, 2005).

De plus, comme les zones rurales sont très éloignées des villes, la durée du trajet est considérablement élevée, de même que les coûts, qui constituent une contrainte à leur développement et amplifie la pauvreté. Le degré d'éloignement entraîne l'élévation des prix donc une baisse d'utilisation des fertilisant et des pesticides. Parallèlement, les marges commerciales opérées par les collecteurs sont vraiment différenciées selon le degré d'éloignement. Ils emploient des marges élevées dans les zones les plus isolées contrairement

dans les zones agricoles les plus accessibles, leurs marges sont vraiment bas et même inférieur au coût de production des agriculteurs. En riziculture par exemple, dans les régions du Nord et centre ouest, qui sont plus isolés, la marge varient de 17 à 25% ; alors que dans les régions d'Alaotra-Mangoro, les hauts plateaux et le Nord-Ouest ils descendent jusque à -9%.

Les politiques de lutte contre la pauvreté se différencient dans l'espace, selon l'ordre de priorité des régions. A l'Est, l'amélioration du transport prime, le centre demande plus d'investissement dans l'agriculture et l'Ouest a besoin d'une réduction de la pauvreté. A Madagascar, la priorité en matière de développement national est l'agriculture dans 45% des communes. Et l'amélioration du niveau de transport se situe dans le même ordre dans 42% des communes.

Comme l'Etat malagasy est le principal propriétaire foncier, suivant l'article 11 de la loi n°60-04 du 15 février 1960, à l'exception des propriétés privées, l'immatriculation est profitable aux plus aisées, et elle est à la fois lente et complexe pouvant même entraîner des affrontements au tribunal. Le problème foncier est une contrainte structurelle, sauf si le gouvernement prend des initiatives pour attribuer des titres.

3.2. Faiblesse du niveau de scolarisation des agriculteurs aggravée par défaillance publique-privée

Comme le montrent nos résultats, la majorité des répondants ne sont pas scolarisés. Ils n'ont jamais été à l'école. Il est certain que le niveau d'éducation a une influence sur le comportement et les attitudes des riziculteurs. En termes de décisions et de rationalité, ils ont dans la plupart des cas rencontré des difficultés, car leur capacité d'analyse du processus foncier, par exemple, est assez faible. Ainsi, dans leur majorité, les riziculteurs de cette région pratiquent encore l'existence du "fady" ou tabou. Certains jours sont sacrés et on ne peut pas travailler. Certains ménages ne travaillent que 3 jours sur 7 dans la semaine. Cette pratique ancestrale rend encore l'ensemble de la population improductive.

De plus, l'échec des structures de développement rizicole dans cette région, comme à Madagascar, influence et complique la situation. De sa conception à sa réalisation, la politique de développement rizicole n'a jamais pu atteindre les objectifs préalablement fixés. Cette contre-performance s'explique généralement par (i) l'incohérence des actions entreprises, (ii) le manque de considération des principaux acteurs de la filière et surtout la mauvaise gouvernance (Randrialahamady S.N et al., 2023).

3.2. Principaux impacts socio-économiques de l'exode rural

3.2.1. Une assiette fiscale en déclin

Cette contraction démographique s'accompagne d'une réduction des recettes municipales. Si l'assiette fiscale, c'est-à-dire les impôts fonciers et les taxes municipales, s'atrophie à cause d'une

diminution du nombre de contribuables, les petites collectivités doivent donc renoncer à la construction de routes, de ponts et de lignes électriques, à la prestation de services ou au remboursement de la dette. Il en coûte plus cher au gouvernement provincial de maintenir des ressources essentielles telles que des établissements scolaires et de soins de santé en milieu rural avec l'éparpillement d'une faible population. Les épiceries, les restaurants et autres établissements commerciaux sont également moins tentés d'avoir pignon sur rue dans des collectivités isolées ou peu habitées.

L'abandon graduel des services en milieu rural abaisse le niveau de vie. Les résidents doivent souvent parcourir un long trajet pour obtenir des soins médicaux, poursuivre leur scolarité et se procurer des biens de consommation. Sinon, ils doivent accepter de se priver des biens et services qu'offrent les centres urbains. Parallèlement, le vieillissement des populations rurales fait monter la demande en soins médicaux et services publics.

La préservation de la qualité des services encore offerts constitue un autre problème de taille. La réfection des routes, des bâtiments publics et des installations se bute à la détérioration de l'assiette fiscale de nombreuses municipalités. De plus, la rétention du personnel professionnel se révèle ardue. Les médecins, les infirmières et les enseignants établis en milieu rural desservent souvent des bassins de population plus vastes qu'en centre urbain. Le niveau de service est donc variable.

3.2.2. Le déplacement des populations

Les régions rurales sont aux prises avec le perpétuel problème du départ des jeunes gens vers les grandes villes. La majorité d'entre eux sont de jeunes adultes entre 15 et 24 ans, ou des familles avec de jeunes enfants. Ils quittent leur petite collectivité pour une foule de raisons différentes, la principale étant la recherche d'un emploi, ou l'accès plus facile à des établissements de santé et d'éducation.

Cette désertion des jeunes aggrave la situation. Au lieu de prendre part à la bonne marche de leur collectivité, de mettre sur pied des entreprises locales ou de participer à la dynamisation des collectivités rurales, ils exportent leurs talents et leur énergie ailleurs. Si les plus jeunes générations ne remplacent pas les précédentes, l'existence de nombreuses collectivités est compromise.

Déjà, le départ d'un nombre si élevé de jeunes gens modifie les caractéristiques démographiques de petites collectivités. Sans le contrepoids des jeunes, elles n'ont pour seuls habitants que des personnes vieillissantes. Il est vrai que la société canadienne est également vieillissante, mais cette tendance est beaucoup plus marquée en région rurale qu'en zone urbaine.

Le vieillissement de la population et l'émigration continuelle des jeunes gens laissent peu de chance aux économies locales qui continuent de sombrer faute d'un nombre suffisant de travailleurs. Pourtant, ces mêmes citoyens vieillissants pèsent déjà lourds sur les établissements de soins de santé en milieu rural.

3.2.3. Répercussions sociales

Cet exode rural influe sur le bien-être émotionnel et collectif, autant pour ceux qui quittent que ceux qui restent. Bon nombre de résidents ont vu partir au moins un membre de leur famille ou un ami. Non seulement cette situation bouleverse-t-elle les rapports sociaux, mais l'appui si important des proches n'est plus là, que ce soit sur le plan émotionnel, financier ou autre. Le mal du pays frappe rapidement les migrants. Ils reviennent vite au foyer, pour repartir à nouveau se chercher du travail, dans un va-et-vient parfois incessant.

De même, bien des enfants grandissent en sachant qu'ils devront probablement partir plus tard pour gagner leur vie ou poursuivre leur scolarité postsecondaire. Pendant des générations, les jeunes étaient pêcheurs comme leurs aînés - parents et voisins - sur lesquels ils pouvaient compter pour leur enseigner les secrets du métier.

L'exode rural amène les résidents à se questionner sur leur avenir et à tenter de s'adapter à un mode de vie en mutation. Plusieurs ignorent s'ils pourront continuer à vivre dans leur collectivité. Certains se demandent si d'autres voisins et proches partiront à leur tour. Deux choix s'offrent aux jeunes gens : rester dans leur collectivité où les emplois sont souvent peu nombreux, ou se tailler un avenir incertain dans une ville qu'ils ne connaissent pas.

3.3. Impact de la croissance démographique rurale sur la production agricole

En réalité le monde rural malagasy a caractérisé une population élevée et une production faible. Cela renforce la pauvreté rurale à Madagascar. Le taux d'accroissement démographique reste supérieur au taux de croissance de la production agricole. Cette situation illustre les difficultés du monde rural en général et de son économie en particulier. Selon les auteurs anti-natalistes, l'augmentation de la population perturbe le développement économique. Population élevée et production faible signifie la pauvreté. Ici les antinataliste défend l'idée que la croissance galopante de la population renforce la pauvreté. A Madagascar, plus de 70% de la population vivent dans le monde rural, et cela signifie que les pauvres se trouvent dans le monde rural. Dans le monde rural malagasy, l'augmentation de la population élevée modifie de façon progressive la gestion de la terre.

Dans ce pays, surtout les parties les hautes terre malagasy, l'agriculture est une affaire des petits exploitants. L'augmentation de la population conduit à une situation vers les petites fermiers et

une évolution de la technique de production ; ainsi que, les aspects des mains d'œuvre abondants.

Dans les milieux ruraux à Madagascar, c'est l'augmentation de la population fait causer le problème de possession de la terre surtout la terre cultivable. C'est pourquoi, l'augmentation de la population entraîne une exploitation des terres moins fertiles et le problème de l'insuffisance de l'espace cultivé. Ainsi, l'insuffisance des terres cultivable est aussi une cause de la faiblesse de rendement agricole. Malgré la potentialité agricole de Madagascar, la production annuelle est toujours faible.

L'existence de la terre non cultivable et la qualité du sol et du climat n'empêche pas la présence de problème de faiblesse de rendement agricole à Madagascar. L'origine de ce problème est multiple mais la croissance de la population est l'un le plus dure dans le monde rural à Madagascar. L'expansion de la population dans les zones rurales fait diminuer la production dans la mesure où cette expansion provoque une convergence vers l'exploitation agricole de petite taille.

Pour, Madagascar, l'impact de la croissance démographique sur l'innovation technologique et la technique de production a un retard important. La population atteint déjà un niveau numérique significativement important en 2008 ; alors que l'évolution de la technique de production demeure en un état très fragile et médiocre. Par conséquent, cette médiocrité est un facteur de la faiblesse de production annuelle. Donc la dépendance à l'agriculture pour sortir la pauvreté alimentaire se trouve dans une position critique à Madagascar. Deux causes sont possibles pour le retard de l'évolution de la technique de production agricole à Madagascar : le premier est lié à la domination de la culture traditionnelle. Laquelle signifie que l'augmentation de la population n'est pas encore une alarme pour courir à l'adoption de la nouvelle technique de production agricole. Autrement dit, la population malagasy est insuffisante et ne complète pas les conditions de la révolution agricole. Pour la deuxième cause, c'est le cas de Madagascar est spécifiquement caractérisé par un faible effet de la croissance démographique sur l'évolution du secteur agricole. C'est pourquoi, le rythme d'évolution de production agricole de notre pays est toujours inférieur à l'évolution en nombre de la population.

3.4. Paradoxe agricole malgache : terre cultivable étendue, mais à faible niveau de production

A l'échelle mondiale, la course aux terres arables est motivée par la recherche de la sécurité alimentaire, qui devient ainsi un objet de spéculation. Or la répartition de l'espace et évidemment des terres cultivables dans le monde est inégale. Il y a des pays qui ont moins de surface cultivable et qui souhaitent s'approvisionner en denrées alimentaires. Pour ce faire, ils

entrent dans le processus de recherche des terres disponibles. D'autres pays disposent de plus d'espace cultivable et pensent utiliser cette opportunité pour en tirer profit. Il existe donc une demande et une offre d'espaces agricoles. Des acquisitions de terres à grande échelle par des investisseurs étrangers se sont donc réalisées dans des Etats disposant d'espaces cultivables. Cette opération s'effectue par un contrat de location ou de cession des terres. Ces terres en principe disponibles sont souvent soit non exploitées soit sous-exploitées. Des vastes concessions sont concédées par bail emphytéotique ou par achat aux pays ou groupes agro-industriels dont la production est destinée à l'exportation (Gascon, 2013, p. 464).

A Madagascar, le problème de sécurité alimentaire est causé par le fait que les Malgaches ne produisent pas assez pour couvrir leurs besoins alimentaires. La grande île compte entre 23 et 25 millions d'habitants (Bollassel et Bonet, 2016). C'est un pays où la majorité de la population est rurale (près de 80 % de la population totale) et vit ainsi de l'agriculture mais se trouve dans l'insécurité alimentaire (Penot, 2016). Or les terrains cultivables sont abondants et l'accès sécurisé à la terre devient le dilemme pour lutter contre la pauvreté. Des nombreuses études passées indiquent l'accroissement de l'insécurité alimentaire. Le gouvernement malgache, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a adopté un plan d'action national pour la sécurité alimentaire. Pour renforcer ce plan, le gouvernement malgache a élaboré un programme national du développement rural depuis 2005. Mais le problème n'a jamais été résolu, jusqu'à l'ère actuel.

3.5. Perspectives d'amélioration du contexte actuel

3.5.1. Améliorer l'accès des producteurs au financement rural

L'insuffisance de la trésorerie de l'exploitant au moment de la période de soudure reste parmi les contraintes rencontrées par les producteurs, de même cette période correspond aussi à une forte demande d'argent afin d'assurer les dépenses relatives à la riziculture. L'adoption d'une technique d'intensification comme le SRI ou SRA tend à modifier la combinaison au niveau de facteurs de production. Pour accompagner les paysans dans cette voie, l'accès au crédit agricole constitue un préalable indispensable pour permettre le passage d'une agriculture traditionnelle vers une agriculture intensive ou améliorée. La mise en œuvre de cette transition requiert des financements.

3.5.2. Augmenter le taux de pénétration des institutions de Microfinances

Le taux de pénétration de Microfinances reste encore très faible. La majorité des institutions de micro finance s'est surtout penché sur le secteur tertiaire. Les palettes des produits et services financiers offerts par ces institutions sont peu adaptées au besoin du monde rural. Les produits

financiers ne tiennent pas compte de la spécificité de l'activité rurale (risque élevé, cycle de production, etc.).

Les opérateurs en microcrédit exigent une garantie matérielle qui peut atteindre 150 % du montant de crédit demandé par le prêteur. Le taux d'intérêt sur le crédit est de l'ordre de 02 à 03 % par mois. Le taux d'intérêt représente la rémunération du capital. Les institutions de micro finance mobilisent un nombre élevé des ressources par rapport à ceux des banques. Elles octroient de très petits prêts qui en retour occasionnent des coûts élevés en termes de suivi et de gestion de portefeuille. Il y a donc un arbitrage délicat à faire entre la viabilité financière des institutions de micro finance et leur mission de réduction de la pauvreté. Le taux d'intérêt élevé permet difficilement à l'accumulation de capital et reste parmi les obstacles pour l'accès au financement rural. Dans la pratique, le marché de crédit fonctionne imparfaitement et exclut généralement les pauvres.

L'amélioration du cadre économique légal et réglementaire est indispensable pour le développement harmonieux du secteur de la micro finance à Madagascar. Il faut mettre en place une offre viable et pérenne de produits et services financiers répondant au critère spécifique de l'activité rurale (cycle de production).

La bonification du taux d'intérêt et l'appui dans le cadre de la décentralisation des institutions de Microfinances dans les zones rizicoles potentielles sont importants pour faciliter l'adoption des nouvelles techniques de production. Il faut que le crédit agricole soit reconstitué sur des bases entièrement nouvelles.

3.5.3. Développer les Coopératives et les Organisations paysannes

L'analyse des structures de financement existantes a montré l'inadéquation entre l'offre des services financiers et l'attente des producteurs ruraux. La création des coopératives de crédit rural constitue une alternative face aux besoins de crédit. Le renforcement de capacité des producteurs augmente leur pouvoir de négociation vis-à-vis du marché. Les coopératives apparaissent comme une des solutions pour les producteurs.

L'élaboration d'une politique communale sur les coopératives s'avère plus qu'urgente pour cette île. Il faut appuyer également les organisations paysannes pour permettre à l'organisation de cette dernière. Ainsi le rôle de l'alphabétisation est toujours nécessaire pour permettre un meilleur fonctionnement des organisations paysannes.

4. Conclusion

L'exode rural désigne le phénomène qui conduit des populations, essentiellement des jeunes en âge de fonder une famille, à quitter la campagne pour s'installer dans les villes. Elle peut avoir des effets profonds sur le développement rural, la sécurité alimentaire, la nutrition et la

pauvreté, car elle a une incidence sur la production agricole, les conditions de vie des ménages ruraux et l'économie rurale dans son ensemble. Une perception négative de ce phénomène aboutit souvent à des politiques qui visent, de façon explicite ou implicite, à freiner ou à réduire la migration. Or ces politiques peuvent restreindre la main-d'œuvre dans les pays ou secteurs d'activité qui en ont le plus besoin.

L'exode rural est principalement causé par : l'augmentation de la population rurale, l'augmentation de la productivité agricole qui diminue la main-d'œuvre nécessaire, le déclin de l'emploi industriel rural, au profit de lieux de production concentrés, les usines, le besoin grandissant de main-d'œuvre dans les zones urbaines (industrie notamment), et les conditions de vie meilleures en ville.

Comme toute autre politique, la politique de développement rizicole a ses propres objectifs. La réalité a montré que ceux-ci n'ont jamais été atteints, que ce soit en termes de production, de prix ou de distribution. Outre le dysfonctionnement des structures existantes, la forte dépendance de la population vis-à-vis de la filière, l'adoption de pratiques archaïques et le niveau général de scolarisation rendent plus complexe la problématique de la gestion du riz dans la région Analanjirofo. Ainsi, l'État doit restaurer les structures de sensibilisation et de mobilisation de la population agricole afin de mieux s'adapter à la réalité.

Références bibliographiques

- [1] BANQUE MONDIALE, (2008). L'avenir de l'Afrique, le défi de l'Afrique : Soins et développement de la petite enfance en Afrique subsaharienne. Marito Garcia, Alan Pence et Judith Evans, Direction pour le développement/Développement humain, Traduction de la version anglaise, 548 p
- [2] Emmanuel Melmoux, David Mitzinmacker, Lexique d'histoire géographique, Paris, Nathan, juillet 2008, 239 p. (ISBN 9-782091-845364), p. 118
- [3] Éric Alary, L'Histoire des paysans français, Perrin, 2016, p. 87.
- [4] FAO (Food and Agriculture Organization of united nations) (2008) « Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies » Rapport numéro HLC/08/REP Rome, 54 p.
- [5] Françoise DUREAU, « Croissance et dynamique urbaine dans les pays du Sud ».
- [6] INSTAT MADAGASCAR, Résultats Globaux du Recensement général de la Population et de l'Habitation de 2018 de Madagascar (RGPH-3), 192 pages

- [7] Onan JULES, 2006 O. JULES, 2006, analyse des causes et conséquences de la pauvreté rurale ; étude de cas de la république d’Haïti.
- [8] RANDRIALAHAMADY Solo Nirina, BELA Christian, RADIMILAHY Manana Asidy, & JAONARY Josa Augustina. (2023). Evaluation de la politique agricole de Madagascar à travers le système de développement de la riziculture et le contexte rural. *Revue Internationale De La Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 1(2), 190–199. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7879539>